

173 000 CCP INACTIFS DEPUIS PLUS DE DIX ANS

# Algérie Poste revoit sa feuille de route

**Pour le directeur général d'Algérie Poste, Mohamed-Laïd Mahloul, il est impossible de continuer de gérer des comptes courants postaux inactifs depuis plus de dix ans, compte tenu, d'abord, de la loi, et ensuite des charges qui reviennent excessivement cher, voire au-delà de la taxe annuelle de tenue du CCP du client, qui est fixée à 100 DA.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Le DG d'Algérie Poste estime que les tarifs de service appliqués sur les clients sont loin de couvrir les charges de base. «Si le client n'effectue pas d'opération pendant dix ans, la tenue de son compte est supportée pendant tout ce temps par nous-mêmes... ce qui est en notre désavantage», explique-t-il. Ainsi, Mohamed-Laïd Mahloul, affirme qu'avant toute chose l'article 86 de la loi 2000-03, fixant les règles générales de la poste et des télécommunications, oblige à clôturer les comptes au bout de 10 ans d'inactivité et les avoirs sont systématiquement transférés au Trésor public.

De son côté, le directeur du Centre national des chèques postaux, Abed Amrane, fait savoir qu'Algérie Poste qui frôle aujourd'hui les 16 millions de comptes courants postaux, enregistre plus de 173 000 CCP inactifs depuis plus de dix ans. «Nous avons adressé depuis le 15 mars 2012

des correspondances signées par moi-même aux clients n'ayant pas effectué d'opérations au niveau de leurs comptes pendant 10 ans et plus, pour les inviter à les faire mouvementer. Et cela ne coûte absolument pas grand-chose, du moment qu'il suffit d'y mettre ou d'y retirer 10 DA pour le débloquent. Nous avons donné au départ, à nos clients, un délai de trois mois pour ensuite le prolonger jusqu'à la fin septembre 2012 où nous serons contraints de procéder aux fermetures des CCP inactifs», a-t-il expliqué. S'agissant de la taxe annuelle de tenue de compte qui est fixée à 100 DA, Abed Amrane affirme que ce tarif qui sera prélevé au cours du mois de septembre 2012 n'a pas été revu à la hausse depuis 2004. Pourtant, précise-t-il «les salaires des travailleurs des différents secteurs ont été augmentés depuis le temps et de notre côté, nous avons acquis des équipements excessivement coûteux pour pouvoir satisfaire les



Les CCP inactifs seront fermés.

clients. Nous disposons d'un système qui fait fonctionner 16 000 micros ordinateurs en même temps à travers le territoire national. Les citoyens peuvent retirer de l'argent dans n'importe quel bureau de poste dans le pays, ils peuvent également consulter leur compte à partir de leur domicile sur Internet, ou leurs avoirs à partir de

leurs téléphones portables...». Ce dernier, souligne également que le service de délivrance des carnets de chèques CCP aux clients est totalement gratuit.

Certains utilisent jusqu'à trois chèquiers par an alors que le carnet de chèques qui est conçu en papier sécurisé nous coûte entre 120 et 150 DA la pièce. «En plus

de cela, énormément de carnets de chèques délivrés nous reviennent parce que beaucoup de clients ne prennent pas la peine d'aller les récupérer. C'est purement du gaspillage et cela se répercute sur la santé de nos finances», ajoute-t-il.

Le Directeur du centre national des chèques postaux se penche, par ailleurs, sur un autre problème qui, estime-t-il «coûte cher à Algérie Poste». Il s'agit en effet, des cartes magnétiques. Selon lui, Algérie Poste a délivré jusque-là 6 millions de cartes magnétiques et ce sont des centaines de milliers qui ne sont pas récupérées par leurs bénéficiaires.

«Beaucoup de cartes magnétiques nous reviennent sans qu'elles aient été utilisées ou récupérées par leurs supposés détenteurs. Cela nous coûte beaucoup d'argent en plus de la tenue des comptes et je tiens à l'occasion à souligner que nous ne pouvons plus nous permettre ce genre de largesse, car entre autres, les salaires des travailleurs d'Algérie Poste ne sont plus assurés par la Fonction publique comme avant», a-t-il conclu.

M. M.

## SELLAL L'A ANNONCÉ À BISKRA, HIER

### Le défi de la mobilisation et de la qualité

**Mobiliser et emmagasiner le maximum d'eau, telle est la doctrine du ministère des Ressources en eau qui place sa stratégie à l'horizon 2050.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Une philosophie qui ne saurait se concrétiser sans l'initiation du plus grand nombre de projets hydrauliques dont, notamment, la construction de réservoirs. «Des réservoirs de grandes capacités car les petits ayant montré leurs limites d'exploitation dès leur entrée en fonction». C'est ce qu'a affirmé, hier, le premier responsable du secteur, à Biskra, en marge d'une visite d'inspection dans cette wilaya aux capacités hydriques indéniables mais dont les habitants souffrent outre du manque criant de ce liquide précieux mais aussi et surtout de sa qualité, du fait d'une forte salinité. Problématique, Abdelmalek Sellal affirmera avoir trouvé la panacée en projetant le transfert du barrage de Béni Harroun, dans la wilaya de Mila, via celui de Koudiet Lemdeouer en vue de son mélange avec l'eau, laquelle, locale, très salée est presque impropre à la consommation. Le ministre citera l'exemple du grand projet hydraulique, celui du MAO, pour appuyer le bien-fondé de sa démarche qui s'inscrit à l'horizon 2050. Une démarche qui permettra de «déjouer» les récurrentes pénuries d'eau dues notamment aux coupures électriques, tout aussi récurrentes cet été comme jamais auparavant. Sellal exclura une éventuelle autonomie de son secteur de celui de l'énergie, trouvant «techniquement impossible et économiquement idiot» de doter chaque forage de son propre groupe électrique. Ce qui, par ailleurs, ne manquera pas d'impacter sur le coût de revient et donc sur le prix à payer par les ménages. Il soulignera le fait d'attendre six à douze heures après le rétablissement du courant électrique au bout d'une coupure aussi brève soit-elle, pour reprendre le processus de pompage de l'eau. Sellal, pour qui les citoyens sont en droit d'exiger la disponibilité de l'eau potable et de bonne qualité, exprimera, néanmoins, son regret quant au phénomène du piratage et de la consommation démesurée. Cette dernière est notamment encouragée par le système forfaitaire adopté par bien des wilayas du pays et dont il est temps d'en finir. Le ministre fera part, dans ce sens, d'un vaste programme d'installation de compteurs comme c'est le cas à Biskra. Le ministre relèvera, au passage, les difficultés trouvées sur le terrain, prenant en exemple la Seeal qui, dira-t-il, installe annuellement une moyenne de 250 000 compteurs. Il citera entre autres contraintes, celles des lenteurs administratives pour l'installation d'un compteur. Ceci dit, Sellal ne se privera pas d'écrocher indirectement son collègue de l'Energie et des Mines en affirmant avoir instruit fermement les responsables de l'ADE et ceux de tous les autres organismes impliqués dans la gestion de l'eau, pour présenter à chaque fois des excuses publiques à leurs usagers à chaque pénurie aussi passagère soit-elle.

M. K.

## AFFAIRE DE L'EX-CONSEILLER DU P-DG D'ALGÉRIE TÉLÉCOM

# La défense gagne la première manche, le procès renvoyé à septembre

**Très attendu par l'opinion publique, le procès de l'affaire de l'ex-conseiller du PDG d'Algérie Télécom n'a pas eu lieu. Il a été reporté au 25 septembre prochain, après quatre heures d'intenses débats entre les avocats de la défense et le président du tribunal pénal près la cour d'appel d'Alger.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La montée au créneau des avocats des deux mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence M. Chani Medjdoub et Mohamed Boukhari, n'a pas tardé à porter ses fruits. La conférence de presse tenue à la veille du procès et lors de laquelle les robes noires ont interpellé l'opinion publique sur «les dépassements» enregistrés dans cette affaire, a eu pour conséquence directe le report du procès.

Les avocats Khaled Bourayou, Samir Sidi Saïd, Chelgham Djamil et Tayeb Belarif avaient brandi la menace de boycott de l'audience de ce mardi «si le juge en charge du dossier persiste à vouloir juger l'affaire». «Le procès risquait de se tenir au détriment de la vérité. Ça sera un procès inéquitable et déloyal», ont soutenu les quatre

avocats. Hier, au niveau de la cour d'appel d'Alger, c'est une véritable bataille procédurale qui s'est engagée entre la défense et le juge. Ce dernier considère que «toutes les conditions sont réunies pour trancher dans cette affaire», alors que la défense a estimé pour sa part «que les conditions de la tenue dudit procès ne sont nullement réunies».

Il n'en demeure que le juge, M. Tayeb Helali, a campé sur ses positions, en allant jusqu'à ramener à l'audience M. Boukhari, dont l'état de santé est jugé par ses avocats «critique». Les arguments avancés par la défense ont permis toutefois au président du tribunal de revisiter sa position et décider ainsi de reporter le procès au 25 septembre prochain, à la grande satisfaction de la défense. Toutefois, cette dernière n'a pas totale-

ment gagné sa bataille, puisque l'autre «revendication» n'a toujours pas connu de suite favorable. Il s'agit de la non-convocation par la justice algérienne du représentant de la banque Natixis, le nommé Ferminé Dominique.

Pour la défense de Chani, «il est inconcevable que le témoignage du représentant de Natixis, Dominique Ferminé, sur lequel repose l'inculpation, ne soit pas pris en compte. Nous voulons que ce témoin soit présent à l'audience afin de l'entendre et de le confronter», avait soutenu M<sup>e</sup> Chelgham Djamil.

Auditionné par un juge d'instruction algérien du pôle judiciaire spécialisé du Centre, dans le cadre d'une commission rogatoire internationale, Dominique Ferminé avait reconnu le non-respect, par la banque, des procédures de gestion des comptes de ces deux entités. Dans ses réponses au juge instructeur et à la question concernant «les circonstances d'ouverture de comptes bancaires de Boukhari auprès de la

banque Natixis», le représentant de la banque en question dira que «je peux affirmer que ce n'est pas Chani qui a ramené le client à la banque. C'était le contraire.

C'est moi qui ai demandé à Chani d'obtenir deux sociétés (BVI) (British Virgin Islan). Les documents de ces deux sociétés étaient alors physiquement à la banque et c'était moi qui faisais signer au client tous les documents». et d'ajouter : «Je suis également certain que MM. Boukhari et Chani ne se sont jamais rencontrés en ma présence.»

Mieux encore, Ferminé Dominique conclut en rajoutant : «Après relecture, je désire rajouter que M. Chani m'avait indiqué que lui aussi avait effectué ses devoirs de diligence en vue de connaître le client Boukhari.

Je me rappelle que Chani m'avait dit qu'il avait effectué des recherches en Algérie sur Boukhari et qu'il n'avait pas trouvé d'élément s'opposant à une entrée en relation professionnelle.»

A. B.